

# **Covid-19 et instrumentalisation des classes populaires : Les moyens sont toujours insuffisants !**

Depuis l'annonce présidentielle de réouverture des établissements scolaires on assiste à une instrumentalisation des classes populaires de la part du gouvernement, qui est inacceptable. SUD éducation depuis plusieurs années dénonce l'insuffisance des moyens dans les quartiers populaires et l'éducation prioritaire.

La fermeture des établissements scolaire à partir du 16 mars 2020 a eu pour effet un creusement des inégalités sociales et scolaires. En effet, les élèves et les familles les plus éloignées de l'école se sont retrouvées encore plus à distance de cette dernière. Malgré les efforts des personnels de l'Éducation nationale pour maintenir le lien avec les élèves des zones d'éducation prioritaire, nous faisons le constat de ce creusement des inégalités.

**Fédération SUD éducation**

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris

[fede@sudeducation.org](mailto:fede@sudeducation.org)



@SUD\_education



@Sudeducationfederation

éducation  
**Sud**  
Union  
syndicale  
**Solidaires**

## CONFINEMENT ET CREUSEMENT DES INÉGALITÉS

Le gouvernement et le ministère ont renvoyé au local la recherche de solutions pratiques. Malheureusement, cela se fait en toute méconnaissance des conditions de vie et de ressources des familles dans les zones prioritaires. Le ministre parle d'une perte de 5 à 8 % des élèves dans le cadre de son invention de « continuité pédagogique », ce chiffre est largement sous-estimé. Le gouvernement plutôt que de se focaliser sur le monde économique aurait dû prendre une mesure d'égalité sociale en rendant l'accès à Internet gratuit pendant la période de confinement et en équipant les élèves et les familles qui ne l'étaient pas en moyen informatiques : cela aurait pu s'inscrire dans le cadre d'une réquisition de biens et de services utiles aux populations les plus défavorisées. Le gouvernement aurait également pu mettre en place une "trêve des loyers" pour aider les familles en difficulté financière. Ceci afin

de corriger les inégalités sur le plan matériel, mais il ne faut pas oublier que les inégalités d'accès aux savoirs scolaires sont aussi essentiellement dû au milieu familial et sont donc très largement amplifiées dans cette période de confinement. Enfin, nombre d'élèves des quartiers populaires ont fortement souffert de l'absence de la demi-pension durant la période de confinement. SUD éducation a écrit au ministre pour que les familles se voient obtenir sans démarche les fonds sociaux correspondant pour toute la période du confinement. Pourtant ce gouvernement montre qu'il a des moyens, mais il les consacre largement à la répression dans les quartiers et cités populaires qui subissent, aujourd'hui comme hier, beaucoup plus de contrôles (abusifs notamment) et de violences policières.

## RÉOUVERTURE LE 11 MAI : L'ARGUMENT DE RENOUER LE LIEN AVEC LES POPULATIONS DÉFAVORISÉES N'EST QU'UN ALIBI

Le gouvernement se cache derrière un argument faussement social, qui ferait de la réouverture le 11 mai une solution pour retrouver les élèves laissé-e-s sur le bord du chemin, notamment dans les classes populaires. Or, il n'en est rien ! La motivation de cette réouverture est avant tout économique et vise à faire reprendre l'appareil productif qui ne s'est pas arrêté. De nombreux parents sont à domicile en arrêt de travail pour garde d'enfants de moins de 16 ans du fait de la fermeture des établissements scolaires : l'objectif du gouvernement est qu'ils et elles retournent au travail, ce que montre

également la mesure de suppression de l'arrêt du travail pour garde d'enfant de moins de 16 ans au 1er mai. Nous ne croyons pas que cette mesure soit une disposition de justice sociale, puisque en faisant passer les salarié-e-s en garde d'enfant en activité partielle le patronat va réaliser de substantielles économies. Les zones prioritaires concentrent les emplois les moins qualifiés, le gouvernement souhaite avant tout que les travailleuses et travailleurs retournent au boulot.

**DÉSINTOX**

Enfin, le gouvernement a annoncé que le retour à l'école se ferait sur la base du volontariat des familles, ce qui est au passage un aveu de la dangerosité de la réouverture des écoles. Cette annonce concernant le volontariat est scandaleuse : en effet, elle fait porter sur les familles le poids de la responsabilité d'exposer leurs propres enfants au virus. Or, pour beaucoup de familles, ce ne sera pas un choix : elles seront purement et

simplement contraintes de retourner au travail, notamment par la suppression des dispositifs d'aide (garde d'enfants, chômage partiel, aides sociales exceptionnelles ...). Enfin, les parents des classes populaires ont moins que les autres la possibilité de télé-travailler.

**Le faux volontariat voulu par le gouvernement, c'est d'abord les familles des classes populaires qui le subiront !**

## **DÉLAISSEMENT DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE : DES MOYENS MAINTENANT !**

Les quartiers prioritaires sont de plus en plus délaissés par les gouvernements successifs et connaissent des fermetures de services publics vitaux à la population. Les moyens dans l'éducation prioritaire ne sont pas là. Depuis 2005, on assiste également à la suppression méthodique des Réseau d'aide à l'enfance en difficulté (RASED) qui pouvaient fournir des aides à la remédiation pour les élèves des zones d'éducation prioritaires. L'enseignement spécialisé coûtant trop cher au ministère, il choisit de le liquider ! Le ministère a fait jouer sa communication à plein régime avec les CP/CE1 « 100 % de réussite », ce qu'il a oublié de dire c'est que leur mise en place s'est faite à moyens constants sans création de poste, en redéployant des moyens existants, et notamment en supprimant un grand nombre de PDMQDC. Ceci a eu pour effet de vider les moyens de remplacements à disposition dans le département et de laisser des classes sans enseignant-e-s quand le/la titulaire du poste est en arrêt.

Le rapport Mathiot-Azémat sur l'éducation prioritaire qui a été remis au ministre de l'Éducation nationale nous inquiète particulièrement sur l'avenir des zones d'éducation prioritaires : seuls les REP+ resteraient sous la gestion ministérielle et les REP seraient laissés à la gestion des recteur·rice·s qui décideraient de l'octroi du label. Les choix politiques qui sont faits concernant l'éducation prioritaires le sont avant tout sous le sceau des économies budgétaires, et pas sous celui de la pédagogie et de la volonté de combler les inégalités sociales et scolaires sur le territoire. Enfin, à la fin de l'année scolaire 2018-2019, 70 « cités éducatives » ont été lancées sur le territoire national : ces coquilles vides sont un cheval de Troie de la contractualisation des moyens et de la territorialisation de l'école.

**Si c'est ça l'éducation prioritaire que veut le gouvernement, pour SUD éducation ce sera non !**

éducation  
**SUD**  
Solidaires



**Nous refusons que les classes populaires servent d'alibi à la mise en danger de la population, et leur stigmatisation, en envoyant les enfants des classes populaires en première ligne dans les écoles face au virus (alors que les autres auraient le choix de ne pas y aller).**



**Pour SUD éducation il y a urgence à prendre des mesures immédiatement :**

- **Un plan d'investissement massif dans les services publics dont celui d'éducation dans les zones prioritaires.**
- **Diminuer les effectifs par classes : 16 élèves maximum en REP et REP+.**
- **L'abandon du projet de réforme de l'éducation prioritaire basé sur le rapport Mathiot-Azéma.**
- **Un moratoire sur les loyers pour l'ensemble des familles concernées, comme l'ont fait certaines mairies.**
- **L'arrêt des violences policières et des contrôles au faciès.**

**Fédération SUD éducation**

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris

[fede@sudeducation.org](mailto:fede@sudeducation.org)



[@SUD\\_education](https://twitter.com/SUD_education)



[@Sudeducationfederation](https://www.facebook.com/Sudeducationfederation)

éducation  
**Sud**  
Union syndicale  
**Solidaires**